

## 7èmes Journées nationales de France urbaine

Lyon, 10 & 11 octobre 2024

Jeudi 10 octobre 2024 – 16h00-17h30

**Atelier n° 8 : PLF, PLFSS : quels modèles, quels moyens et quelles régulations pour répondre aux besoins sanitaires et sociaux ? (partie II)**

**Responsables France urbaine** : Jean Deysson, Marion Tanniou et Bastien Taloc

**Intervenants** :

- **Annick Bouquet**, adjointe au maire de Versailles, co-présidente de la commission petite enfance de France urbaine
- **Pierre-André Juven**, adjoint au maire de Grenoble
- **Arnaud Robinet**, maire de Reims, président de la communauté urbaine de Reims, co-président de la commission finances de France urbaine
- **Sandrine Runel**, députée du Rhône

**Problématique** :

*L'actualité récente a mis en avant un dilemme croissant entre dégradation des finances publiques et demande de services publics. Rapport du conseil d'Etat sur le dernier kilomètre (2023), récent rapport du Sénat sur les services de périnatalité (2024), alertes de la Cour des comptes et rapport Libault sur le financement de la dépendance (2019), création d'une commission d'enquête parlementaire relative aux difficultés d'accès aux soins à l'hôpital public (2024) dont les travaux ont été interrompus par la dissolution de l'Assemblée nationale : si les enquêtes et publications se sont succédées, les modèles régulièrement refusés via des fonds d'urgence et augmentation salariales ne sont pas pleinement réinterrogés...*

*Le service public assume des sujétions particulières parmi lesquelles la qualité du maillage territorial, des tarifs régulés et accessibles, la prise en charge des cas complexes, tout en respectant des contraintes statutaires spécifiques. Depuis de nombreuses années, les collectivités assument de manière volontariste la gestion de tels services crèches, centres de santé, EHPAD, résidences autonomie et déploient des politiques ambitieuses en matière d'inclusion et de santé scolaire.*

*Toutefois, alors que la France entre dans une procédure de déficit excessif à l'échelle européenne, les tendances observées depuis plusieurs années posent la question d'une réponse structurelle : quelle attractivité des métiers ? Quelle coordination entre financeurs ? Quel modèle économique ? Quelle régulation public privé doit-on assurer en vue de garantir la réponse aux besoins sanitaires et sociaux d'une population marquée par la croissance des problématiques de santé mentale et une mutation démographique ?*

## Déroulé :

### Accueil et Introduction

**1<sup>er</sup> temps** : Retour sur le modèle économique de la santé : quels enjeux pour les centres de santé ? quelle politique d'attractivité des métiers ?

**2<sup>ème</sup> temps** : Les hôpitaux et EHPAD publics : entre sujétions particulières de service public, articulation avec la médecine de ville / domicile et enjeux financiers à court et moyen terme

**3<sup>ème</sup> temps** : Le service public de la petite enfance face à la question de son financement et des problématiques publiques-privées

**4<sup>ème</sup> temps** : Accès au service : quelle offre de service public local doit-on penser en matière sanitaire et sociale ?

### Rebond et échanges avec la salle